



PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2009

APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (OSC)

Pays : NIGER

Effets UNDAF poursuivis:

- D'ici 2013, les institutions nationales/locales gouvernent démocratiquement dans le respect des droits humains, équité du genre et contribuent à la consolidation de la paix.

Effets du Programme Pays 2009-2013 :

- Les populations et en particulier les femmes, participent équitablement au processus de prise de décision, exercent un contrôle citoyen de l'action publique, disposent/utilisent des services de proximité efficaces et de qualité.

Résultats attendus du CPAP 2009-2013 :

- Un diagnostic participatif des capacités en termes de ressources humaines, d'organisations, et d'aptitude à prendre en charge leurs fonctions est disponible pour les Organisations de la Société Civile (OSC) ;
- Un programme de renforcement des capacités est développé sur cette base et mis en œuvre ;

Partenaire de réalisation :

- Direction des ONG et Associations de Développement/ Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire

Autres partenaires :

- Ministère de l'Economie et des Finances
- EACG
- Recherche de synergies avec le PASOC de l'Union Européenne.

Résumé

Dans le cadre du Programme de Pays 2009–2013, l'objectif sera de soutenir les organisations de la société civile en tant que prestataires de services dans le plaidoyer dans l'implication des citoyens dans la prise de décision au niveau local, régional et national. Afin d'assurer la cohérence des activités d'appui au renforcement de leurs capacités, le Programme de Pays accompagnera dès son démarrage, la préparation d'un plan d'actions à moyen terme chiffré de renforcement des capacités selon la démarche suivante:

- Un diagnostic participatif des capacités en termes de ressources humaines, d'organisations, et d'aptitude à prendre en charge les fonctions de recueil des opinions et aspirations de la population ; et de traduction de la demande sociale en actions de plaidoyer ;
- Le recensement des interventions en cours et des recommandations visant à améliorer l'impact de ces interventions;
- Le développement d'un programme de renforcement de capacités à moyen terme ciblant les individus, les institutions et le cadre légal et réglementaire. Ce programme s'appuiera sur les conclusions du diagnostic participatif, et les recommandations visant à améliorer l'impact des interventions en cours ;
- La prise en compte dans le cadre du programme de renforcement des capacités, d'activités visant à améliorer la représentation des femmes au sein des organisations de la société civile.

Période couverte : Janvier- Décembre 2009

Composante du Programme Pays : Programme 1-
Renforcement des Capacités pour une gouvernance de qualité et la prévention des crises et le relèvement.

Titre de l'intervention : Appui au renforcement des Capacités des Organisation de la Société Civile.

Code budgétaire : 00045066

Durée : 12 mois

Budget total : 258 500 \$US

Ressources allouées :

- | | | |
|------------------------------|-----------|------|
| • Gouvernement : | En nature | |
| • PNUD (TRAC): | 258 500 | \$US |
| • Autres ressources : | | \$US |

Approuvé au nom de :

Signature

Date

Nom/ Titre

Partenaire de réalisation :



23/04/2009

Saadé Souleye
Ministre de l'Aménagement
du Territoire et du Développement
Communautaire

PNUD :



Khardiata LO N'DIAYE
Représentant Résident

Section narrative du Plan de Travail Annuel (PTA) 2009

I. Articulation avec (i) la SDRP et (ii) le Plan Stratégique du PNUD 2008-2011

La Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) (2008-2012) a retenu 7 axes stratégiques dont l'axe N° 6 « Promotion d'une gouvernance de qualité » qui a comme objectif de « Renforcer l'état de droit dans une société démocratique et assurer l'efficacité et la transparence dans la gestion économique et financière ».

Cet objectif détermine une approche novatrice fondée sur la base des principes de responsabilité et d'imputabilité, de transparence, de respect de la loi, de lutte contre la corruption et de participation. La participation sociale en est une des composantes. Cette dernière répond au souci de promouvoir l'accès des groupes vulnérables à l'information et la participation à la prise de décision, comme facteurs de lutte contre la pauvreté.

Les organisations de la société civile (OSC) en tant qu'opérateurs de proximité des populations et agents de veille citoyenne dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques est responsable du niveau de la participation sociale. La SDRP lui reconnaît cette fonction et entend soutenir le « renforcement de la participation de la société civile dans les actions de développement à travers : (i) le renforcement des capacités humaines et techniques des organisations de la société civile, notamment en matière de conception, d'exécution et de suivi-évaluation des projets; (ii) la pleine implication des organisations de la société civile dans la conception et le contrôle citoyen des politiques publiques, y compris au niveau local ; (iii) la refonte du cadre institutionnel de suivi et de concertation avec les ONG ». Les OSC, en tant que principales instances représentatives des citoyens sont invitées à participer aux processus d'élaboration et de suivi des politiques nationales dans leurs domaines d'intervention. Bien que la participation des OSC à ces processus soit effective, les résultats sont mitigés du fait des contraintes inhérentes à leurs capacités à assumer pleinement leurs missions d'analyse et de formulation de positionnements stratégiques, de négociation, et de plaidoyer.

Les actions du Programme de Pays 2004-2008 dans le domaine du renforcement des capacités de la société civile, ont dans l'ensemble porté sur :

- La participation des organisations de la société civile dans la mise en œuvre de la SDRP et dans la réalisation des OMD ; et
- La consolidation du cadre de concertation entre l'Etat et la société civile sur la base de la capitalisation des journées de réflexion et des ateliers.

Le PNUD pour sa part, a inscrit ses appuis au Niger dans le domaine de la gouvernance en vue de promouvoir un environnement plus propice à la consolidation de la paix, à l'exercice de la démocratie et au respect des Droits de l'Homme.

II. Objectifs poursuivis par le PTA

Dans le cadre du Programme Pays 2009–2013, l'objectif sera de soutenir les organisations de la société civile en tant que prestataires de services dans le plaidoyer dans l'implication des citoyens dans la prise de décision au niveau local, régional et national. Afin d'assurer la cohérence des activités d'appui au renforcement de capacités des organisations de la société civile, le Programme de Pays accompagnera dès

son démarrage, la préparation d'un plan d'actions à moyen terme chiffré de renforcement des capacités selon la démarche suivante :

- Un diagnostic participatif des capacités en termes de ressources humaines, d'organisations, et d'aptitude à prendre en charge les fonctions de recueil des opinions et aspirations de la population ; et de traduction de la demande sociale en programme politique et/ou en actions de plaidoyer ;
- Le recensement des interventions en cours et des recommandations visant à améliorer l'impact de ces interventions;
- Le développement d'un programme de renforcement de capacités à moyen terme ciblant les individus, les institutions et le cadre légal et règlementaire. Ce programme s'appuiera sur les conclusions du diagnostic participatif, et les recommandations visant à améliorer l'impact des interventions en cours ;
- La prise en compte dans le cadre du programme de renforcement des capacités, d'activités visant à améliorer la représentation des femmes au sein des organisations de la société civile.

III. Zones d'intervention et groupes cibles du PTA

Le projet a une couverture nationale. Les groupes cibles sont les OSC notamment faitières spécialisées dans le domaine de la gouvernance démocratique à travers la Direction des ONG et Associations de Développement (DONGAD).

IV. Stratégie de mise en œuvre

La stratégie de mise en œuvre du présent PTA s'articulera autour d'actions clés de renforcement des capacités aussi bien des OSC faitières que de la structure chargée du suivi de leurs activités au Niger. Il s'agira principalement de procéder à un diagnostic participatif qui inclura dans la démarche à travers un processus itératif, aussi bien les organisations de la société civile que la direction des organisations non gouvernementales et des associations de développement placée sous la tutelle du Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire. Ce diagnostic participatif sera assorti d'un programme de renforcement des capacités des OSC notamment faitière en vue de leur permettre de mieux gérer leurs structures d'une part, et de les outiller aux fins de participer au plaidoyer pour des questions d'intérêt national, aussi bien au niveau national, régional, que dans les forums et conférences internationales, d'autre part.

Le Programme de Pays apportera des appuis ciblés sur la base de l'agenda politique national pour la formulation de positions citoyennes lors des concertations nationales. Dans ce cadre, l'accent sera mis sur la professionnalisation et le renforcement des capacités d'analyse et de propositions des OSC faitières en vue de faciliter leur implication dans le dialogue politique au travers notamment du cadre de concertation Etat-OSC.

En outre, les capacités de l'agent d'exécution se verront renforcées par le biais d'une amélioration de ses aptitudes évaluatives des actions entreprises et au travers du cadre de dialogue Etat-OSC en vue d'assurer une meilleure coordination du cadre de concertation.

V. Modalités de mise en œuvre

En ce qui concerne le renforcement des capacités des OSC, le partenaire de réalisation du Programme de Pays sera le DONGAD du Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire.

VI. Résultats attendus

Les résultats attendus au terme du cycle de programmation sont :

- i) un diagnostic participatif des capacités en termes de ressources humaines, d'organisations, et d'aptitude à prendre en charge leurs fonctions est disponible pour les partis politiques ;
- ii) un programme de renforcement des capacités est développé et mis en œuvre sur cette base.

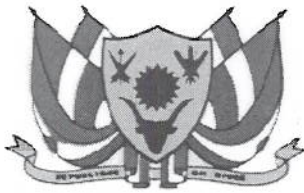
Plan de travail annuel : Renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile (OSC)

Année 2009

Domaine Coopération :	Gouvernance démocratique
Programme :	Programme 1 - Renforcement des capacités pour une gouvernance de qualité et la prévention des crises et le relèvement
Objectif National SDRP:	Axe 2 : Promotion d'une Gouvernance de qualité
Effet UNDAF :	D'ici 2013 les Institutions nationales/locales gouvernement démocratiquement dans respect des droits humains, équité de genre et contribuent à la consolidation de la paix
Effet escompté PP :	Les populations et en particulier les femmes, participent équitablement au processus de prise de décision, exercent un contrôle citoyen de l'action publique, disposent/utilisent des services de proximité efficaces et de qualité
Situation référence au démarrage (2009) :	<p>Bien que la participation des Organisations de la Société Civile (OSC) aux processus d'élaboration et de suivi des politiques nationales se consolide, leur action est également contrainte par leurs capacités à assumer pleinement leurs missions d'analyse et de formulation de positionnements stratégiques, de négociation, et de plaidoyer ;</p> <p>Une Direction Générale des Organisations non Gouvernementales et des Associations de Développement (DONGAD) a été créée au sein du Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire dans le but entre autres d'assurer un meilleur suivi des OSC. Compte tenu de ses faiblesses actuelles à coordonner et renforcer le cadre de suivi et de concertation des OSC, il y a nécessité de renforcer ses capacités.</p>

Résultats attendus du CPAP	Activités planifiées <i>liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les résultats attendus</i>	Cibles 2009	Chronogramme				Partie responsable	Budget planifié		
			1erT	2eT	3eT	4eT		Source des fonds	Description dans le budget	Montant (\$)
1. Un diagnostic participatif des capacités des OSC en termes de ressources humaines, d'organisations, et d'aptitude à prendre en charge leurs fonctions est réalisé et un programme de renforcement de leurs capacités est élaboré sur la base du diagnostic participatif.	1. Elaboration des termes de référence du diagnostic participatif et du programme de renforcement des capacités des OSC 2. Réalisation du document de diagnostic participatif et élaboration du document de programme de renforcement des capacités des OSC. 3. Atelier de validation du document de diagnostic participatif et du document de programme de renforcement des capacités des capacités des OSC.	Le diagnostic participatif des OSC faitières est réalisé et le document du programme de renforcement de leurs capacités est élaboré et tous validés.					EACG/MAT/DC	PNUD	72100 - Contrats de services	40 000
								PNUD	71600 - Transport et perdiems	5 000
								PNUD	72100 - Couverture médiatique	1 500
2. Des appuis ciblés sont menés pour soutenir la contribution des OSC à l'agenda politique national, régional et international.	1. Formulation des documents contributifs des OSC à l'agenda politique national, régional et international. 2. Participations pour la présentation des contributions des OSC à l'agenda politique national, régional et international et plaidoyer en faveur du Niger.	Documents sur les contributions des OSC formulés. Participations assurées et plaidoyers faits en faveur du Niger.	Total Activité1				PNUD	PNUD	71600 – Appuis SURF Dakar	20 000
			Total Activité2					PNUD	74500 - Divers	2 500
			Total Activité1				Total Activité2		69 000	106 500

3. Dispositif de suivi du cadre de concertation Etat-OSC et des activités des OSC est mis en place au niveau du DONGAD	1. Appui au fonctionnement du cadre de concertation Etat-OSC. 2. Appui à la mise en place d'un dispositif d'informations et de suivi des activités des OSC au Niger.	Le fonctionnement du cadre de concertation Etat-OSC est amélioré. Un dispositif d'information et de suivi des activités des OSC est mis en place au niveau du DONGAD	EACG/MAT/DC	PNUD	72100 - Contrats de services	20 000
				PNUD	72800 - Matériels didactiques	20 000
				PNUD	72200 - Fournitures	5 000
				PNUD	71600 - Consultations sur le terrain	10 000
				PNUD	74500 - Divers	3 000
Total Activité3						58 000
4. Un appui technique est apporté au DONGAD pour l'exécution et le suivi des cibles annuelles.	1. Elaboration du rapport annuel sur les OSC. 2. Appui technique au projet	Le rapport annuel sur les OSC est élaboré et diffusé. Le programme d'activités 2009 sur les OSC est exécuté	EACG/MAT/DC	PNUD	71400 - Expert national	18 000
				PNUD	73400 - Fonctionnement	5 000
				PNUD	74500 - Divers	2 000
Total Activité4						25 000
Total Projet						258 500



PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2009

APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (OSC)

Pays : NIGER

Effets UNDAF poursuivis:

- D'ici 2013, les institutions nationales/locales gouvernent démocratiquement dans le respect des droits humains, équité du genre et contribuent à la consolidation de la paix.

Effets du Programme Pays 2009-2013 :

- Les populations et en particulier les femmes, participent équitablement au processus de prise de décision, exercent un contrôle citoyen de l'action publique, disposent/utilisent des services de proximité efficaces et de qualité.

Résultats attendus du CPAP 2009-2013 :

- Un diagnostic participatif des capacités en termes de ressources humaines, d'organisations, et d'aptitude à prendre en charge leurs fonctions est disponible pour les Organisations de la Société Civile (OSC) ;
- Un programme de renforcement des capacités est développé sur cette base et mis en œuvre ;

Partenaire de réalisation :

- Direction des ONG et Associations de Développement/ Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire

Autres partenaires :

- Ministère de l'Economie et des Finances
- EACG
- Recherche de synergies avec le PASOC de l'Union Européenne.